

Pour ce repentir de Wall Street, il est temps de stopper le train fou de notre modèle économique, qui détruit tout sur son passage. La transition écologique créera du travail et donnera un sens à nos vies.

Gaël Giraud

Propos recueillis par
Olivier Pascal-Moussellard
Photo Jean-François Robert

Longtemps, l'horizon a semblé reculer au fur et à mesure que l'humanité avançait vers lui. Et puis, il y a une quarantaine d'années, il a brusquement cessé de fuir. Au loin, la ligne s'est assombrie, elle a même commencé à se briser. Les crises se sont accumulées sous nos yeux, jusqu'à boucher l'avenir. Pour Gaël Giraud, ex-consultant à Wall Street, jésuite, économiste en chef de l'Agence française de développement (AFD), et l'un des esprits les plus lucides, et limpides, de notre époque, le moment est venu d'ouvrir une brèche dans ce paysage désolé. Cette voie nouvelle a un nom : la transition écologique. Elle n'est pas une option, mais une nécessité. Eh oui, il s'agit bien d'une révolution – technologique, politique, culturelle et même spirituelle. Le temps n'est plus aux tergiversations, prévient Gaël Giraud, mais aux décisions claires et tranchées. Pour bâtir une nouvelle société. Et rétablir la ligne d'horizon.

À VOIR

« **Communs et développement** », conférence avec Gaël Giraud, les 1^{er} et 2 décembre, La Chesnaie du Roy, Paris 12^e, www.communsetdeveloppement-afd2016.com

À LIRE

Illusion financière, de Gaël Giraud, éd. de l'Atelier, 256 p., 10 €.

Quel diagnostic établissez-vous sur les maux de la société française ?

Depuis une quarantaine d'années, la société française n'a plus de projet politique. Or, aucune société ne peut vivre sans un grand récit qui rappelle à ceux qui la composent pourquoi ils vivent ensemble et quel monde ils souhaitent transmettre à leurs enfants. En 1945, le projet était clair : reconstruire la France en ruine. Mais, en 1970, il s'était plus ou moins réalisé. La France devient alors orpheline d'une vision, et l'utopie de mai 1968 reste inachevée. C'est dans ces années que germent les problèmes qui nous assaillent : raréfaction des ressources naturelles, augmentation des dettes privées et publiques, montée des inégalités, mise en place de marchés financiers dérégulés... Ces marchés étaient censés compenser la dérégulation du modèle industriel après le pic de production pétrolière en 1970. La dérégulation de Wall Street et de la City a

alors fourni un « ersatz » de prospérité à l'Occident, en recyclant les surplus commerciaux de la nouvelle usine du monde, la Chine... Mais au prix de bulles financières qui finissent toutes par éclater, avec les effets ravageurs que l'on sait sur le tissu industriel et social. Au final, c'est l'incapacité de la société française à faire face, par un projet novateur, à l'échec du programme implicite de la révolution industrielle – rendre heureux par une consommation « carbonée », c'est-à-dire liée au pétrole et au charbon – qui éreinte notre pays.

Le mal est profond ? Oui. Il n'y a aucun motif de croire que nous pourrions retrouver de la croissance, comme par magie, avec le modèle actuel, compte tenu du renchérissement des ressources naturelles non renouvelables et de la déflation. La seule façon de renouer avec la prospérité, et de sortir de la dangereuse déprime politique que nous voyons grossir à chaque élection, c'est de changer de paradigme.

Comment ?

En avançant rapidement vers une économie post-carbone. Ce projet est créateur d'emplois et porteur de sens et de lien social, parce qu'il a une dimension politique, collective et positive. Bref, il ressuscite cette « envie de demain » fondamentale pour l'équilibre de toute société ; une envie plombée, aujourd'hui, par l'absence d'alternative.

Mais sortir du système carbone suffit-il à créer une nouvelle société ?

L'enjeu n'est pas seulement technique : on ne va pas se contenter de rénover thermiquement les bâtiments et de fabriquer des voitures à hydrogène – même si la technologie aura un rôle essentiel. Il est aussi politique : il appelle en effet à revisiter notre rapport à la propriété privée, une relation homme-»

» choses dans laquelle nous sommes enfermés depuis... l'Empire romain ! Dans le droit romain revisité par les théologiens postérieurs à la réforme grégorienne du XI^e siècle, ce rapport prenait trois formes : l'*usus*, ou droit d'usage, c'est-à-dire la possibilité d'utiliser quelque chose sans en être propriétaire ; le *fructus*, ou droit de vendre l'objet et d'en tirer un profit ; enfin l'*abusus*, le droit de détruire cet objet. La révolution en cours nous enseigne que ce qui compte est l'*usus*, l'*abusus* généralisé n'est pas soutenable. Une initiative comme le Vélib', adoptée partout, éclaire bien cette évolution : vous achetez le droit d'utiliser un vélo, pas le vélo. Pareil avec Airbnb, Blablacar et des milliers d'autres initiatives : le droit d'usage l'emporte sur la propriété. Ce qui crée de la valeur, c'est l'impact de votre contribution sur l'expérience vécue par l'ensemble de la communauté. Celle de l'encyclopédie en ligne Wikipédia, par exemple, repose sur cette idée maîtresse : tout le monde peut contribuer (en suivant un certain nombre de règles, nous ne sommes pas dans un schéma de spontanéité débridée), et plus nous sommes nombreux à collaborer, plus l'ensemble prend de la valeur pour tous. Dans cette nouvelle société, la prospérité n'est plus le résultat d'une (sur)exploitation des ressources naturelles, mais de la gestion cohérente des apports créatifs de chacun vis-à-vis d'autrui, à travers les réseaux communautaires.

N'y a-t-il pas là le danger de transformer chacun d'entre nous en usager-consommateur submergé par l'envie de tirer un profit de toute son existence ?

C'est là qu'un autre mouvement de bascule radical doit se produire : la gouvernance des « communs », qui empêchera de privatiser l'être humain, d'en faire une marchandise intégrale. Cette gouvernance est au cœur de la mission de l'Agence française de développement (AFD), et devrait l'être de tous les programmes des démocrates progressistes. Qu'est-ce qu'un « commun » ? Une ressource naturelle – par

exemple un système d'irrigation, un étang, le climat... Mais il peut aussi s'agir d'un commun culturel, comme les langues : personne ne peut les privatiser, et pourtant elles ne sont pas un bien public... Aucun bien, d'ailleurs, n'est par essence privé, public ou « commun » : son statut relève toujours d'une décision éminemment politique – que la communauté doit prendre collectivement, après avoir réfléchi à ce qui relève de l'*usus*, du *fructus*, ou d'un usage raisonné. Disons-le crûment, notre avenir dépendra de notre capacité à former ces futures communautés, capables de décider ce qu'il faut faire des ressources renouvelables : l'intelligence, l'énergie solaire...

Une telle révolution a-t-elle déjà eu lieu dans l'Histoire ?

Je ne crois pas, même si de grandes bascules ont déjà eu lieu. La distinction entre bien public et commun remonte à l'invention de l'agriculture, il y a un peu plus de dix mille ans. Avant cela, l'humanité était constituée de chasseurs-cueilleurs, tout le monde possédait au fond un « droit d'usage », personne n'était propriétaire de rien. Peu à peu apparaissent des biens agricoles communs (forêts, pâturages, fleuves...), des biens publics, avec la construction des premières grandes cités-Etats, en Mésopotamie, vers trois mille ans avant notre ère, et des biens privés, liés notamment à l'émergence de la monnaie et de la dette. Cela fait donc cinq mille ans que l'on fonc-

tionne dans ce triangle commun-privé-public. Avec des hauts et des bas ! L'Empire romain a tenté d'absorber la totalité de la sphère sociale dans une sphère publique centralisée. Mais Rome échoue, notamment parce que les élites romaines ont négligé les ressources naturelles, ce qui devrait nous faire réfléchir ! Au Moyen Age, en revanche, apparaît un monde totalement décentralisé, marqué par d'innombrables petites communautés – les monastères en particulier –, où le commun prend une place prépondérante. Elles vont porter l'agriculture européenne jusqu'à l'éclosion des villes au XII^e siècle, puis du crédit bancaire en Italie. L'expérience des communs ne se fait pas sans quelques règles assez strictes !

Pouvez-vous donner un exemple de commun en péril aujourd'hui ?

Les poissons comestibles d'eau de mer : ils pourraient complètement disparaître des océans en 2040 ou 2050, si la pêche en eau profonde se poursuit sur le modèle actuel. Qui prend soin d'eux ?

L'Etat-nation n'est pas un cadre de discussion suffisant pour assurer leur avenir, puisque chaque Etat a des intérêts divergents en la matière. Mais aucune institution internationale, comme l'ONU, ne parvient à s'entendre sur ce sujet crucial. Dans d'autres secteurs, comme la santé, on a mieux réussi. Lors de l'apparition des virus Ebola et H1N1, la communauté internationale a compris que la santé ne concernait pas seulement le paysan de Sierra Leone ou de Chine, mais qu'elle était un bien commun, et fragile. Du coup, la Banque mondiale a mis un milliard de dollars sur la table pour endiguer Ebola en Guinée. Avec son budget annuel de 6 milliards, ce pays n'aurait jamais pu s'y coller seul ! La France a contribué aussi, et la visite que j'ai faite des centres de traitement Ebola dans la forêt guinéenne m'a convaincu que la gouvernance des communs n'est pas une lubie de « bobos parisiens » : son horizon est immense, souvent mondial.

Comment changer de modèle sans mettre au pas la finance dérégulée ?

La finance dérégulée est à terme moribonde. Le FMI reconnaît que 40 % des banques de la zone euro ne sont plus solvables. Une chose, pourtant, retarde sa mise au pas : son pouvoir d'in-

fluence sur les politiques. Pourtant, cette influence est condamnée à décroître très vite, au même rythme, en fait, que l'aptitude de la sphère financière à entretenir l'illusion de prospérité. On voyait en elle un substitut à la croissance industrielle, on a eu à la place une déflation terrifiante – au Japon depuis vingt ans, en Europe depuis quelques années, et en germe aux Etats-Unis. Osons reconnaître que le rêve caressé par certains économistes – voir advenir une société post-industrielle tirée par la finance – s'effondre sous nos yeux ! Il va falloir trouver autre chose, et vite.

Pourquoi le schéma conceptuel « ancien » perdure-t-il malgré son inefficacité ?

C'est terrible, mais on devra peut-être en passer par davantage de souffrance chez les électeurs. Le vote pour Donald Trump signale qu'on approche du ras-le-bol : pour l'opinion publique américaine, c'est Hillary Clinton qui était l'alliée de Wall Street. Illusion totale, car Trump ne fera rien contre la finance de marché, pas plus que Marine Le Pen. Mais les classes populaires et moyennes ont voulu dire, brutalement, qu'elles ne voulaient plus de la reconduction tacite »

À LIRE AUSSI

Les Tisserands, d'Abdenour Bidar, éd. Les Liens qui libèrent, 192 p., 16 €. **La Contre société**, de Roger Sue, éd. Les Liens qui libèrent, 192 p., 17 €.

» des politiques néolibérales, qui maintiennent 50 millions de personnes en dessous du seuil de pauvreté dans la première puissance économique du monde. Continuer sur le même modèle entraîne le désespoir des classes moyennes et populaires. Nous sommes sur la même trajectoire que celle des années 1930 : une déprime globale provoquée par la déflation, qui pousse les électeurs à élire des clowns pour les sortir du marasme. Qu'a fait le chancelier Brüning, juste après la crise de 1929, pour lutter contre la déflation qui sévissait en Allemagne ? Une politique d'austérité budgétaire... qui n'a fait qu'enfoncer la république de Weimar. Trois ans plus tard, Hitler accédait au pouvoir. La grande question est donc la suivante : allons-nous choisir la sortie de route antidémocratique, et céder aux démons qui nous engageront vers le pire ? Ou bien sortons-nous de la crise par le haut – avec la transition écologique comme projet politique, articulée autour de la gouvernance des communs ?

« Dans cette nouvelle société, la prospérité n'est plus le résultat d'une (sur)exploitation des ressources naturelles, mais de la gestion cohérente des apports créatifs de chacun vis-à-vis d'autrui. »

A quelle échéance pourrions-nous le faire ?

Je serais bien incapable de vous le dire. Pour honorer sa promesse, le changement structurel de fond, qui a déjà démarré avec la révolution digitale, le logiciel libre, etc., doit s'accompagner d'une traduction politique ambitieuse et claire. Or, cette dernière tarde à naître. Les grands mouvements de l'Histoire fonctionnent comme la tectonique des plaques, avec des « continents » rigides – certaines institutions difficiles à faire bouger. Mais un jour le volcan explose. Une fenêtre de tir s'ouvre alors, souvent très brève, pendant laquelle beaucoup est possible : c'est la Révolution française, les journées de 1848, 1945, 1958, Mai 68... En quelques mois, on change de société. On découvre plus tard, bien sûr, que n'a été possible que ce qui a été préparé souterrainement pendant des années. En 1945, la mise en place de la Sécu et de l'Etat-providence à la française n'aurait pas pu se faire sans le travail réalisé par le Conseil national de la Résistance sous l'Occupation. C'est « en sous-marin », pendant la guerre, alors que l'avenir semblait totalement bouché, que des hommes et des femmes ont donc travaillé, dans l'ombre, à faire advenir la société de demain. *Mutatis mutandis*, toutes les initiatives qui émergent aujourd'hui dans la nouvelle économie collaborative, la permaculture à Loos-en-Gohelle, par exemple, sont la préfiguration de la nouvelle société qui, je l'espère, verra le jour. Quand ? Jean Moulin lui-même ne savait pas quand le monde qu'il appelait de ses vœux deviendrait réalité et, comme Moïse mort au bord de la Terre promise, il ne l'a jamais vu...

Ces initiatives dispersées suffiront-elles à transformer la donne, ou l'Etat doit-il jouer un rôle de « tisserand » ?

La société démocratique collaborative et participative est lancée. Mais la transformation des infrastructures, lors de la transition écologique, ne pourra pas se faire sur le modèle « bottom up » [du bas vers le haut, nldr]. Elle exige un investissement fort des Etats,

que le « New climate economy report » a chiffré à 90 000 milliards de dollars sur quinze ans, si l'on veut honorer l'engagement des deux degrés maximum d'augmentation des températures visés par la COP21. Cela équivaut à 6 à 8 % de PIB mondial chaque année. Ce n'est pas rien ! La partie sinistrée du secteur bancaire ne pourra certainement pas le financer ; la partie surendettée du secteur industriel privé non plus ; l'Etat doit donc intervenir.

La transition écologique créera-t-elle des emplois ?

Elle nécessite énormément de main-d'œuvre, pas forcément ultra qualifiée, mais possédant de solides compétences techniques. Prenez la rénovation thermique des bâtiments. On sait la faire et on sait combien elle coûtera – j'ai participé à l'étude complète du cadastre des bâtiments publics en France. Le goulet d'étranglement, ce n'est pas le financement, c'est la main-d'œuvre ! On manque d'ouvriers spécialisés. Il faut donc les former. Et l'on peut multiplier les exemples : la polyagriculture verte autour des centres urbains, avec des circuits courts à la clef, doit être promue rapidement. Elle emploiera beaucoup de monde. En Beauce, cinq agriculteurs suréquipés peuvent cultiver seuls des milliers d'hectares, mais une fois qu'on a compris que cette agriculture n'est plus durable, car trop dépendante des énergies fossiles, on sera peut-être prêt à basculer dans un modèle qui consomme moins de pétrole et plus de bras. Changement d'esprit radical : devenir employé de bureau n'est plus l'accomplissement ultime ! Il faut réarticuler les mondes rural et urbain, promouvoir une classe moyenne rurale heureuse de vivre dans son verger et capable d'y travailler tout en étant connectée au reste du monde. Rien d'utopique à cela. Nos imaginaires sont colonisés par l'ivresse du surmenage, mais cela peut changer.

Quelle importance donnez-vous à la question du sens – du sens à donner à sa vie – dans le changement de société ?

Cette transformation ne pourra se faire sans une redécouverte de son intériorité par le plus grand nombre, quelle que soit la tradition dans laquelle cette intériorité est ancrée. Comprendre que la création de valeur réside dans la mise en commun de nos ressources renouvelables (l'intelligence, l'eau, l'oxygène...) demande que l'on apprenne à se mettre à la place d'autrui, à comprendre ce dont il a besoin – sans pour autant changer sa propre place. Expérience spirituelle que la tradition chrétienne honore, mais dont elle n'a pas le monopole. Je suis frappé par le retour d'une exigence d'intériorité dans la jeune génération. Bien sûr, il y a toujours le risque d'un bricolage « spiritualo-gazeux ». Mais la capacité des jeunes à construire dans un même geste leur vie individuelle et collective est le principe même de l'économie participative. De bon augure – tout comme l'extraordinaire réception de l'encyclique *Laudato Si* de François, à droite comme à gauche, chez les athées comme les croyants. Elle souligne assez bien que le pape lui-même est impliqué et écouté sur ces questions d'environnement. Avec François, l'Eglise abandonne sa position de donneuse de leçons et partage sa propre expérience spirituelle dans le concert des nations et des autres traditions éthiques. Encore une preuve que, pour construire un monde en commun, nous avons tous notre rôle à jouer ●